

DMA

[DMA : le règlement sur les marchés numériques ou Digital Markets Act | vie-publique.fr](#)

[L_2022265FR.01000101.xml \(europa.eu\)](#)

Le Digital Markets Act (DMA) est une autre proposition législative clé de l'Union européenne, ciblant la régulation des grandes plateformes en ligne qualifiées de "gardiens". Adopté pour équilibrer le terrain de jeu numérique, le DMA vise à assurer un marché numérique plus ouvert et concurrentiel en limitant les pratiques anticoncurrentielles des géants du tech. Voici un résumé détaillé du DMA, en abordant ses objectifs, ses principales dispositions et les sanctions prévues en cas de non-conformité.

Objectifs du DMA

1. **Promouvoir la concurrence** : Assurer que les marchés numériques restent ouverts et concurrentiels, en empêchant les grandes plateformes de profiter de leur position dominante pour écraser les petits concurrents ou d'entraver l'innovation.
2. **Augmenter la transparence** : Obliger les grandes plateformes à être plus transparentes dans leurs opérations, notamment dans l'utilisation des données et les algorithmes de recommandation.
3. **Favoriser l'interopérabilité** : Encourager les services de grande plateforme à être interopérables avec ceux des petits fournisseurs pour que les utilisateurs aient plus de choix.
4. **Protéger les consommateurs** : Garantir que les utilisateurs bénéficient de protections robustes et de la capacité de changer facilement de service ou de plateforme.

Principales dispositions

Définition des "gardiens"

Le DMA définit les "gardiens" comme des entreprises qui contrôlent des plateformes ou des services clés ayant un impact significatif sur le marché intérieur, reliant un grand nombre d'utilisateurs à un grand nombre d'entreprises.

Liste des obligations et interdictions

Les gardiens sont soumis à une liste spécifique d'obligations et d'interdictions, incluant :

- **Non-discrimination** : Les pratiques qui favorisent les produits ou services propres des gardiens au détriment de ceux des concurrents sont interdites.
- **Portabilité des données** : Les gardiens doivent permettre aux utilisateurs de déplacer facilement leurs données vers d'autres services.
- **Interdiction de lier des services** : Il est interdit de forcer les utilisateurs à s'inscrire ou à utiliser un service comme condition pour accéder à un autre service de la plateforme.

Sanctions en cas de non-respect

Sanctions financières

Les amendes peuvent atteindre jusqu'à 10% du chiffre d'affaires mondial total de l'entreprise pour les infractions, et jusqu'à 20% en cas de récidive.

Mesures correctives

Les régulateurs peuvent imposer des mesures correctives, y compris des obligations de modifier certaines pratiques commerciales, de vendre certaines parties de l'entreprise, ou d'arrêter complètement certaines activités si elles sont jugées anticoncurrentielles.

Interdictions ou limitations temporaires

Dans des cas graves, les gardiens pourraient se voir interdire temporairement de faire des acquisitions dans certaines zones clés pour éviter un renforcement de leur position dominante.